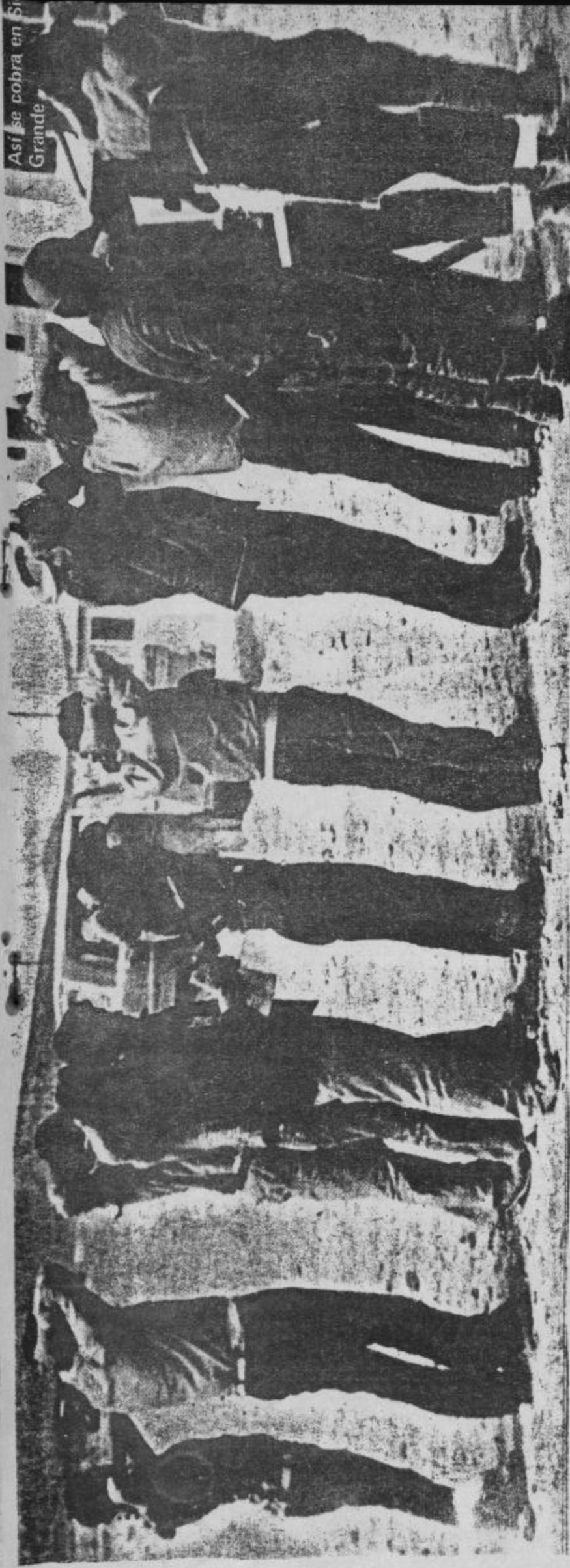




ARGENTINE



CENTRE ARGENTIN d'INFORMATION
et de SOLIDARITE.

cais Février 1976.

N°1

Sommaire:

- Pourquoi le C.A.I.S?
- A quatre mois de la Creation du C.A.I.S.
- Répression contre le peuple argentin.
- La lutte du Mouvement ouvrier
- La répression contre l'Eglise en Argentine.
- Coup d'oeil sur la situation économique actuelle.
- Conclusions du Tribunal Russell II sur la répression en Amérique Latine.



C.A.I.S. Adhéré à la "Commission Nationale de Défense de Prisonniers Politiques, contre la Répression, la Torture et les Exécutions."

CAIS.

PARIS



C.A.F.R.A.

ROMA

CO.SA

LONDRES

CO.SA

MEXICO

POURQUOI LE CAIS.

A l'époque de la dictature militaire de Lanusse, existaient en France des groupes d'Argentins et de Français qui se consacraient à la solidarité avec le peuple argentin.

En 1973, 7 millions de citoyens - soit 70% de l'électorat - ont voté pour un programme qui promettait de mettre fin à la dictature militaire. Aujourd'hui, ces mêmes 7 millions de citoyens ainsi que toutes les autres forces qui s'étaient opposées à cette dictature sont victimes d'un parti militaire qui gouverne - quoi que cette fois-ci de façon indirecte - et qui a déchaîné sa plus brutale répression qu'ait connue jusqu'à présent le peuple argentin. Cette répression a pris des dimensions à peine imaginables, dans le plus pur style du nazisme. Les techniques les plus raffinées et les plus modernes sont utilisées.

Tous les jours, de nouvelles personnes sont enlevées puis assassinées par des bandes fascistes qui jouissent de la plus totale impunité. Très souvent, les corps seront retrouvés calcinés ou déchiquetés par l'explosion d'une bombe, quand ils ne sont pas tout simplement jetés dans des fosses communes. L'enlèvement d'enfants est aussi monnaie courante. Et ceci n'est qu'une facette de ce que doit supporter quotidiennement le peuple argentin:

- 1000 assassinats politiques en un an
- 5000 prisonniers politiques, dont la grande majorité ont été torturés.
- Et une inflation galopante qui a monté d'1% par jour au cours de l'année écoulée.

En dépit de tout cela, la lutte populaire s'intensifie de jour en jour.

C'est pour cette raison qu'en 1974, les argentins résidant en France, exilés ou réfugiés ont commencé à intensifier leur lutte de solidarité avec l'appui de camarades français.

Chaque fois plus indiscriminée et plus organisée, cette répression est dirigée contre tout le peuple dans son ensemble. Elle frappe les secteurs les plus divers: ouvriers, paysans, artisans, professionnels, artistes, intellectuels, étudiants, prêtres, petits entrepreneurs nationaux, etc... Une telle situation a grandement contribué à faire en sorte que presque toutes les forces politiques démocratiques rassemblent leurs efforts pour combattre cette répression.

Parallèlement, les Argentins résidant en France ont eux aussi décidé d'unir leurs forces et de travailler ensemble pour intensifier la lutte tant spécifique de la solidarité. C'est ainsi que le

18 octobre 1975, réunis en session plénière, les différents comités existants, le GSPA, le CODEPPA et le CISAL ainsi que des Argentins non intégrés à ces dits comités se sont unis et ont créé une seule entité argentine -le CAIS- chargée d'informer et de promouvoir la solidarité française et internationale.

C'est pour cela que nous sollicitons l'appui fraternel du peuple français, sans distinction d'idéologie et d'appartenance politique, car défendre la démocratie, la liberté et les Droits de l'homme en quelque point de la terre où ils sont bafoués, c'est défendre l'essen

ce même de l'esprit des travailleurs et du peuple français.

L'objectif de la présente publication est de faire connaître à l'opinion publique française et internationale, les aspects les plus marquants de la situation en Argentine. A la fois dénoncer la pratique systématique de la torture, et faire connaître la lutte d'un peuple qui, loin d'être vaincu, oppose une réponse de plus en plus vigoureuse. Mais cette victoire dépend aussi de la force de la solidarité internationale.

4 MOIS DE C.A.I.S.

A QUATRE MOIS DE LA CREATION DU CAIS

La première tâche du CAIS a été de porter à la connaissance du public sa déclaration de principes, laquelle a reçu un accueil très favorable auprès des institutions à qui elle fut remise, la formation du CAIS signifiant un pas en avant, soit l'union de tous les Argentins en un seul centre de solidarité. Et notre comité acquerra encore plus d'importance dans la mesure où notre travail sera centralisé, et ainsi plus solide.

La presse et les institutions auxquelles nous nous sommes adressés nous ont promis leur soutien et leur collaboration pour mieux nous permettre de mener à bien notre tâche d'informer l'opinion française et internationale sur la grave situation de répression que vit le peuple argentin.

Cet accueil favorable s'est manifesté lors de la conférence de presse convoquée par le CAIS au mois de décembre 75, et à laquelle ont participé d'importantes institutions et organes d'information. Ceux-ci, par la suite, ont porté à la connaissance de l'opinion publique les faits les plus caractéristiques de la situation que traverse notre peuple.

Au cours de ces 4 premiers mois de travail commun, nous avons constitué des dossiers traitant des différents conflits ouvriers et de la répression. Ces dossiers, qui ont été régulièrement communiqués à la presse et aux organismes de soutien, sont:

- a) Témoignages des victimes de la torture (rapport du Sénateur Solari Yrigoyen).
- b) Rapport de la mission des quatre juristes français mandatés en Argentine.
- c) Dossier sur les conflits ouvriers.

Nous avons également mené des campagnes de solidarité pour dénoncer des cas d'arrestations arbitraires ou d'enlèvements.

C'est ainsi qu'en décembre dernier, nous avons dénoncé l'arrestation du dirigeant Roberto Quieto (dont on est sans nouvelle à ce jour). Son arrestation et sa disparition postérieure ont sensibilisé d'importantes personnalités et institutions. Des télégrammes ont été adressés au gouvernement argentin; citons, ceux de la CGT, la CFDT, la FEN, François Mitterrand, la CIMADE, Amnesty International etc...

En outre, dans le but d'obtenir la confirmation de l'arrestation de Quieto, l'écrivain Louis Sapin, mandaté à cet effet par l'Association Internationale des Juristes catholiques, s'est rendu à Buenos Aires, de même que monsieur Thierry Mignon, avocat à la Cour de Paris et représentant la Fédération internationale des Droits de l'homme.

A leur retour, ils ont tenu une conférence de presse afin de rendre-compte de leur mission.

"L'Argentine est en voie de devenir un second Chili, et l'attitude des autorités est de toute évidence des plus hypocrite a déclaré l'avocat Thierry Mignon".

"Nous avons sollicité des audiences auprès du ministre de l'Intérieur, du juge fédéral et des autorités militaires".

"Le secrétaire général de l'Etat Major conjoint a déclaré que l'armée, quant à elle, n'avait aucun détenu en son pouvoir. Je lui ai fait remarquer que cette déclaration contredisait les dires des familles des détenus il m'a répondu que l'armée, conformément aux pouvoirs que lui otorgait l'Etat de siège, procédait à des arrestations, mais que les détenus étaient par la suite remis aux autorités compétentes."

"Le juge Nocetti Fasolino, pour sa

part, a déclaré ne rien savoir de l'arrestation de Quieto."

Finalement, le ministre de l'Intérieur, après avoir remis sans cesse le rendez-vous d'un jour à l'autre, nous a fixé un nouveau rendez-vous un samedi... alors que ce ministère est fermé un tel jour."

Avant de regagner Paris, l'avocat Mignon a déclaré, au cours d'une conférence de presse devant des journalistes argentins, que l'opinion publique européenne ne était de plus en plus préoccupée du sort de nombreux citoyens argentins en danger de mort.

Les deux chargés de mission ont aussi dénoncé que, selon des renseignements précis qui leur ont été fournis, il y a en Argentine près de 5000 prisonniers politiques et syndicaux. Dans le seul mois de janvier, ont-ils rapporté, il y a eu quelque cent assassinats.

Ils ont été également informés que dans de nombreux cas, ce sont des militaires chiliens et uruguayens qui ont dirigé les interrogatoires de détenus. Cela tend à prouver qu'il existe bel et bien une unification des tâches répressives au niveau des armées de ces trois pays.

Nous reproduisons ci-dessous le texte du télégramme adressé par la C.G.T. à la Présidente de la Nation.

"La C.G.T. de France, au nom de ses 2.400.000 adhérents, proteste énergiquement contre la disparition de militants ouvriers et de progressistes argentins. Nous exigeons la vie sauve pour Jose Serapio Palacios, dirigeant de la JOC, Roberto Quieto, avocat, et les autres démocrates.

La C.G.T. demande le respect des droits de l'Homme et la sauvegarde des libertés en Argentine.

René DUHAMEL, Secrétaire de la C.G.T."

LA REPRESSION EN ARGENTINE

A) LES FORCES ARMEES PRENNENT LA TETE DE LA REPRESSION.

S'affirmant de plus en plus comme une véritable armée d'occupation à la solde de l'impérialisme nord-américain, les forces armées argentines occupent désormais l'avant-scène de la vie politique nationale. Sous le prétexte d'annéantir la subversion, elles tentent de venir à bout de tous ceux et celles qui s'opposent à la dépendance dont souffre notre pays.

Cette intervention progressive des forces armées dans les tâches répressives a été favorisée par le gouvernement. Celui-ci, en effet, a d'abord voté certains décrets sollicitant leur participation à la répression. Puis, il a créé un Conseil de défense, au sein duquel le gouvernement et l'armée centralisent et coordonnent la répression. Finalement, il a soumis au Congrès pour son adoption, le projet de Loi de défense nationale, élaboré par le Pouvoir exécutif à la demande expresse des forces armées.

L'article 35 de cette loi autorise la création de zones d'urgence à l'intérieur desquelles les pouvoirs civil et judiciaire doivent être subordonnés au pouvoir militaire. Le commandant de cette zone a tous les pouvoirs d'y promulguer des lois et ordonnances et d'instituer des tribunaux militaires pouvant engager des procès expéditifs, dicter des peines de mort et ordonner la mobilisation de la population civile.

Mais le véritable objectif de cette loi est de donner une couverture légale à la répression. Tout en accélérant un peu plus la militarisation général du pays, elle permet aux forces armées de sauvegarder leur soit-disant caractère "professionnel" et "apolitique" en se disant mandatées par le Pouvoir exécutif pour remplir une mission bien précise, celle de réprimer.

Même si cette loi n'a pas encore été entièrement approuvée par le Parlement, les forces armées agissent d'ores et déjà comme si elle l'était, violant ouvertement la Constitution, et elles exercent un pouvoir absolu sur la population civile.

Plus de 50,000 effectifs militaires, appuyés par des unités spéciales de la police, mènent de vastes opérations de ra-tissage à travers tout le pays, bouclant parfois des quartiers entiers et en fermant toutes les voies d'accès. Paralyant toutes les activités de la zone ainsi bouclée, ils perquisitionnent un par un des milliers de foyers et vérifient l'identité de tous les habitants qui doivent subir un véritable interrogatoire. Des centaines de personnes sont ainsi ar rêtées et gardées à la disposition du Pouvoir militaire, qui peut seul décider de leur remise en liberté.

A maintes reprises, les habitants de ces quartiers ont dénoncé les vols d'effets personnels dont ils sont victimes pendant ces perquisitions, ainsi que les violations systématiques qui les accompagnent.

Par ailleurs, à Sierra Grande, une importante région minière du Sud argentin, l'armée, incapable de freiner une grève générale des mineurs qui a duré plus d'un mois, l'a tout simplement déclarée "antinationale et subversive". Quelque 5000 effectifs militaires, appuyés par la gendarmerie et utilisant des chars d'assaut ainsi qu'une couverture aérienne, ont obligé les mineurs à retourner au travail mitraillette dans le dos. Au jourd'hui, deux mois après leur intervention, les militaires occupent toujours la mine.

A Tucuman, dans le nord du pays, plus de 5000 effectifs militaires sont en opération depuis plus d'un an. Exécutions massives de la population civile, minage systématique des alentours des villages, et bombardement au napalm, deux fois par jour, des régions boisées, dans le plus pur style des militaires yankees au Vietnam, tel est le triste bilan de leur intervention dans la province tucumane. L'école no. 31 de Famailla a été en outre transformée en camp de concentration, où les détenus doivent supporter toutes sortes de tortures physiques et morales.

Plus récemment, à Monte-Chingolo, dans la province de Buenos Aires, l'armée à l'issue d'une attaque contre une de ses casernes, n'a pas hésité, en représail-

les, à raser la ville-misère contiguë à la base. Ainsi, des tanks ont détruit les humbles chaumières des "villeros", écrasant des dizaines de personnes, tandis que des avions et des hélicoptères mitraillaient tout ce qui bougeait. Plus de 100 civils ont ainsi été tués. Leurs corps mutilés, impossibles à identifier, ont été empilés avec les corps de quelque 50 guérilleros dont plusieurs ont été fusillés après avoir été faits prisonniers. Après être demeurés cinq longs jours exposés au soleil, ils ont été finalement jetés à l'aide d'une pelle mécanique dans une fosse commune. Une telle pratique d'extermination massive ne peut manquer de rappeler les techniques barbares utilisées par les nazis en Europe!

B) UNE POLITIQUE DE TERREUR INDISCRIMINEE

La répression en Argentine a franchi une nouvelle étape, caractérisée par la fascisation des méthodes utilisées. Ainsi, la répression a cessé d'être uniquement sélective et d'avoir pour cible principale les seuls militants populaires. Elle s'en prend maintenant, de façon indiscriminée et massive, à tout notre peuple.

L'insécurité personnelle ou collective, les agressions contre des personnes de tout âge, jeunes ou vieux, contre des familles entières et des institutions, les violations de domicile, réalisées dans la plus totale impunité, les enlèvements, les arrestations, la disparition de personnes et les assassinats font désormais partie des faits divers de la vie quotidienne.

La répression barbare n'a pas épargné les familles de militants. Ainsi, 4 membres de la famille Pujadas, un militant assassiné à Trelew pendant la dictature militaire du général Lanusse, ont été enlevés et assassinés. Leurs corps ont été retrouvés criblés de balles et déchiquetés par l'explosion d'une bombe. Le cas de Raimundo Ungaro est aussi révélateur. Alors que ce dirigeant syndical était incarcéré dans les prisons du régime, un de ses fils a été assassiné par un commando fasciste; quelque temps après, un autre de ses fils a échappé à une tentative d'enlèvement grâce à l'intervention énergique de la population. Plus récemment, plusieurs membres de la famille de Roberto Santucho, dirigeant suprême d'u-

ne organisation armée, ont été enlevés au cours d'une fête familiale. Parmi les personnes séquestrées, il y avait 8 enfants dont l'âge oscillait entre 8 mois et 15 ans. Ceux-ci ont dû assister aux séances de tortures infligées à leurs parents.

Parfois, les victimes sont choisies au hasard. Ainsi, deux heures après l'attentat qui allait coûter la vie à un ex-chef de police, un "commando" fortement armé occupe un foyer étudiant et s'empare de neuf étudiants. Quelques heures plus tard, on retrouvera leurs corps criblés de balles.

A maintes reprises, la terreur a secoué des villes entières. Ainsi, au mois de novembre dernier, à Mendoza, quelque 30 personnes ont été enlevées en une seule journée. A Buenos Aires, entre le 8 et le 9 décembre, 22 personnes ont subi le même sort. A Cordoba, du 8 au 16 janvier dernier, 30 autres personnes sont disparues, enlevées par des commandos armés de droite.

Mais déjà des voix s'élèvent de tous les milieux populaires pour condamner ces crimes et dénoncer l'impunité totale dont jouissent ces bandes armées de droite.

Ces crimes portent tous le même sceau de cruauté et de sadisme. Les corps sont presque toujours impossibles à identifier, défigurés par les mutilations, les explosions à la dynamite et les brûlures, quand ils ne sont pas tout simplement criblés d'une centaine de balles.

Les forces de sécurité, l'armée, la police et le gouvernement ont beau proclamer haut et court leur innocence et condamner avec force grandiloquence toute forme de violence, les faits par eux-mêmes les accusent.

* N'est-il pas vrai qu'à plusieurs reprises, des personnes portées disparues depuis plusieurs mois, sont apparues sur les listes officielles de prisonniers, alors que les autorités n'avaient cessé pendant tout ce temps de nier leur détention? Tel est le cas, entre autres, du journaliste uruguayen Luis Sabini Fernandez, de la revue "Crisis", qui avait été séquestré et dont les autorités ont nié la détention pendant un mois et demi.

* N'est-il pas vrai que ces bandes armées de droite opèrent à visage découvert, en plein jour, et cela, bien souvent à quelques mètres à peine de commissariats, sans qu'elles soient pour autant inquiétées?

* N'est-il pas vrai que ces agents répressifs utilisent des automobiles sans plaque minéralogique, qui sont de la même marque et de la même couleur que celles de la police?

* N'est-il pas vrai qu'aucun membre de l'organisation d'extrême-droite "AAA" ou des "commandos" qui en sont issus n'a été arrêté ou identifié, tandis que quelque 5000 prisonniers politiques peuplent actuellement les prisons du pays?

C) LA SITUATION DANS LES PRISONS

Par ailleurs, l'Organisation des Professionnels de l'Hygiène Mentale a dénoncé le climat carcéral débilisant et les mauvais traitements infligés aux prisonniers politiques.

La Coordination des travailleurs de l'Hygiène Mentale, (constituée par les associations professionnelles de psychiatres, psychologues et psycho-pédagogues) a convoqué une conférence de presse à l'hôtel Savoy de Buenos Aires pour "dénoncer les attentats répétés à l'intégrité psychique et physique des détenus des prisons argentines", ainsi que pour témoigner de "l'inquiétude de ces institutions face à l'attitude de certains professionnels, exclus du mouvement médical argentin, et qui violent les principes les plus élémentaires de la morale, se rendant complices de cette agression à la santé mentale et physique des détenus".

Des associations artistiques, culturelles et professionnelles, ainsi que la Commission des parents des prisonniers politiques et la Ligue argentine des Droits de l'Homme ont apporté leur appui à cette conférence de presse. Etaient représentés entre autres, l'Association des acteurs argentins, les Jeunes compositeurs, la Confédération argentine de psychologues, la Fédération argentine de psychiatres, le Comité de médecins résidents, la Confédération des Travailleurs

de l'Education de la République Argentine (CTERA), des professeurs de l'Université de B.A., etc...

Il a été précisé au cours de la conférence de presse que l'actuel régime de détention de sécurité maximum a été à plusieurs reprises dénoncé parce qu'il viole la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

L'isolement absolu en cellules individuelles, la limitation des récréations à 1 ou 2 heures par semaine (unique moment où les détenus sortent de leur cellule), la limitation et les conditions de visites des familles, l'interdiction de lire, l'imposition du silence absolu, l'interdiction d'écouter la radio ou de lire les journaux, la réduction et le contrôle de la correspondance, etc. tout cela crée de toute évidence des conditions fondamentales d'isolement et d'insécurité qui ne peuvent que favoriser le développement de ce que l'on appelle un SYNDROME DE PRIVATION SENSORIELLE (syndrome psychotique hallucinant provoqué par l'absence de stimulants sensoriels.)

Les auteurs de cette dénonciation, que la presse a pratiquement passé sous silence (malgré les importantes organisations qui y avaient apporté leur soutien) considèrent que la persistance dans l'application de ces normes entraînera sans aucun doute des bouleversements qui conduiront à l'anéantissement psychique des détenus, objectif fort éloigné de la finalité des prisons, telle que stipulée dans la Constitution Nationale.

Dans les mois qui viennent, nous publieront sous forme de dossiers une étude complète de la situation dans les différentes prisons argentines.



BDIC



LES LUTTES DU MOUVEMENT OUVRIER ARGENTIN

1975 a été une année de montée et d'organisation des luttes ouvrières. Mais elle a aussi vu le pouvoir d'achat des travailleurs descendre à son plus bas niveau depuis 15 ans.

Dans presque tout le pays, des syndicats n'ont cessé de s'affronter à la politique de bas salaire imposée par les compagnies avec l'accord du gouvernement.

Le premier conflit à marquer le pas a été sans contredit celui des travailleurs de l'industrie sucrière, dans la province de Tucuman. Réclamant des augmentations de salaire, les travailleurs de ce secteur ont paralysé le fonctionnement des centrales sucrières pendant plus de vingt jours. Ils ont dû affronter, à maintes reprises, les forces répressives et ont organisé une marche de protestation sur la capitale provinciale, à laquelle ont participé plusieurs centaines de travailleurs.

Vers la fin du mois de mars, l'économie argentine a été profondément secouée par la grève des métallos de Villa Constitución, dans la province de Santa Fé. Quelque 10 000 métallos travaillent dans ces aciéries, dont la production est fonda-

mentalement destinée à l'industrie automobile. La grève s'est prolongée pendant deux mois et elle a eu une profonde répercussion dans tout le pays.

De par son haut niveau d'organisation, la lutte des métallos, qui a reçu, en outre, le soutien actif de toute la population de la région, a obligé les forces policières à intervenir. Celles-ci, provenant de différents endroits du pays et utilisant même des effectifs spécialisés dans la lutte antiguérilla, n'ont cessé de réprimer les travailleurs tout au long du conflit.

Mais, les travailleurs ont finalement eu gain de cause: des augmentations de salaire leur ont été accordées et les licenciés ont été réembauchés. Toutefois, de nombreux travailleurs ont été assassinés, et les dirigeants syndicaux sont tous jours détenus. Aujourd'hui, huit mois après la fin de la grève, des bandes armées d'extrême-droite continuent toujours à assassiner impunément des ouvriers qui ont pris une part active au conflit.

Il est nécessaire de signaler qu'une des principales revendications des travailleurs en grève concernait la recon-

naissance du comité syndical élu démocratiquement par les ouvriers. C'est ce qui explique, en somme, la profonde répercussion de cette lutte dans tout le pays, et son importance, celle de montrer clairement la volonté du mouvement ouvrier argentin d'exiger, à tout prix, la démocratie syndicale.

Vers le milieu de 1975, alors que la politique percutante du ministre de l'Economie de l'époque avait provoqué la détérioration rapide des salaires, les travailleurs ont passé outre aux mots d'ordre de la direction bureaucratique de la C.G.T. et ont mis au point de nouvelles formes de lutte. C'est ainsi qu'ils ont occupé de nombreuses usines, constitué des comités de lutte, affronté la camarilla syndicale à la tête de la C.G.T. et élu leurs propres représentants. Mobilisant de grands contingents d'ouvriers, ils se sont organisés à travers des comités de coordination syndicale.

Une vague de grèves secoua alors tout le pays. Ce n'est que 25 jours après leur déclenchement que la CGT, acculée au pied du mur par la base, décréta une grève générale de 48 heures. Les ouvriers marquèrent de nouveaux points. Ils reçurent les augmentations de salaires exigées et obtinrent la destitution du ministre de l'Economie, Celestino Rodrigo, et du ministre du Bien-Etre Social, José Lopez Rega.

Mais les conflits ouvriers n'ont pas cessé pour autant. Au contraire, pendant les mois d'août, septembre et octobre, une puissante vague de grèves, d'occupations d'usines et de manifestations ponctuées presque toutes par des explosions de violence déferla à nouveau sur tout le pays. Combien de militants et dirigeants ouvriers, accusés de se livrer à la "guérilla industrielle", ne sont-ils pas disparus, ou n'ont-ils pas été arrêtés et assassinés!

Deux autres grèves importantes sont venues s'ajouter à la liste déjà fort longue de conflits ouvriers. Elles synthétisent à elles seules le climat dans lequel se sont déroulés tous ces conflits.

Il s'agit de la grève des mineurs de Sierra Grande, dans la province de Rio Negro, et de la postérieure occupation militaire de la mine, et de la grève des

ouvriers de la compagnie Mercedes Benz, à Buenos Aires.

Après avoir été occupée pendant 56 jours par les mineurs qui exigeaient une hausse des salaires et de meilleures conditions de travail et d'hygiène, la mine fut investie par des effectifs de l'armée et de la gendarmerie, qui ont forcé les ouvriers à reprendre le travail. 300 mineurs y ont été arrêtés, dont 73 (y compris tout le comité des délégués) sont encore en prison; cinq cents ont été licenciés, et les forces répressives y maintiennent toujours la garde.

D'autre part, à la Mercedes Benz, après un mois de grève, la compagnie décida de licencier cent ouvriers. Néanmoins, grâce au haut niveau d'organisation des travailleurs en lutte, à la solidarité militante de la population et à l'appui d'un groupe de guérilleros qui enleva le gérant général, la compagnie dut réembaucher tous les licenciés et de satisfaire les exigences des ouvriers.

Ces caractéristiques fort révélatrices de la vie syndicale, loin de disparaître avec le début de la nouvelle année, ne cessent au contraire de s'accroître. Plus la répression est forte, plus la réponse populaire est énergique et ferme.

Actuellement, presque tous les syndicats sont sur le pied de lutte; mentionnons, entre autres, le syndicat du livre, les cheminots, les fonctionnaires de l'Etat et les employés des services municipaux, les employés du commerce et des banques, les vendeurs de journaux, les boulangers, etc.

Mais le fait le plus marquant, c'est qu'il ne s'agit plus uniquement de simples revendications économiques. En effet, affrontant la répression la plus cruelle de toute l'histoire argentine, les travailleurs et parfois même des villes entières ont déclenché des mouvements de grève pour condamner l'arrestation ou l'assassinat de leurs camarades et pour exiger la remise en liberté des personnes séquestrées et portées disparues.

Ainsi, à Villa Constitucion, à la suite de la découverte des corps de trois ouvriers qui avaient participé activement à la grande grève de l'année dernière,

les métallos et les cheminots ont aussi tôt débrayé.

Dans le nord du Grand Buenos Aires, 3000 ouvriers des chantiers navals ont déclenché une grève à la suite de la disparition d'un délégué syndical des chantiers Astarza.

A Cordoba, où a déferlé une vague sans précédent d'enlèvements et d'assassinats, les travailleurs des principales usines ont débrayé et ont tenu de nombreux meetings. Presque tous les syndicats ont condamné ces crimes: les métallos, les travailleurs de l'industrie du caoutchouc et de l'industrie laitière, les travailleurs de la compagnie d'électricité, etc.

Au cours d'une assemblée réunissant plus de 5000 ouvriers, le ministre d'Etat de cette province qui avait voulu prendre la parole pour proclamer l'innocence du gouvernement dans tous ces crimes, a dû sortir précipitamment de la salle devant les réactions hostiles des travailleurs. Ces derniers, chahutant bruyamment le ministre, ont exigé que le com-

mandant en chef du III^e Corps d'armée vienne personnellement s'expliquer devant eux.

Voilà un bref aperçu de la réalité quotidienne en Argentine, situation certes compliquée où la lutte du mouvement ouvrier joue un rôle fondamental. Il est nécessaire de souligner, en guise de résumé, que 1975 a été une année record pour ce qui est du nombre de conflits ouvriers. Ces conflits ont fondamentalement tourné autour de 3 exigences principales:

1. Les revendications de type économique: défendre le niveau de vie et exiger de meilleures conditions de travail.

2. La démocratie syndicale: Lutter contre toutes les menées frauduleuses visant à dissoudre les "comités internes" élus démocratiquement par les ouvriers et à les remplacer par des dirigeants qui ne représentent que leurs propres intérêts.

3. La condamnation des arrestations, des enlèvements et des disparitions de travailleurs et de délégués ouvriers.

LA REPRESSION CONTRE L'EGLISE

Les diverses actions répressives dont ont été victimes des prêtres, des institutions religieuses et divers secteurs progressistes de l'Eglise sont une conséquence de la généralisation de la répression du gouvernement argentin contre toutes les forces du pays.

Comme dans toute l'Amérique Latine, lieu de la deuxième conférence générale du CELAM (Conseil Episcopal Latino-américain) réunie en 1967 à Medellin en Colombie, de nombreux prêtres qui ressentent dans leur pratique quotidienne la nécessité d'un engagement concret avec la réalité, vont transformer leur action évangélisatrice et missionnaire en une prise de position politique face à la réalité.

Ainsi va naître en Argentine un mouvement appelé "Prêtres du Tiers-Monde", issu d'une adhésion publique au message de

dix-huit évêques du Tiers-Monde (15 août 1967). Sa ligne d'action comprend trois axes principaux: prise de conscience et formation à tous les niveaux sur la situation d'exploitation dans laquelle vit la majorité de la population; dénonciation des injustices excessives commises par une société soumise au capitalisme, au pouvoir impérialiste international de l'argent et au néocolonialisme; s'occuper des besoins les plus urgents en avançant des solutions qui puissent définir et accélérer les transformations nécessaires. Le mouvement se disait fermement partisan d'un socialisme latino-américain susceptible de promouvoir un homme nouveau.

Bien que le mouvement ait été par la suite dissous, son action fut féconde et ses idées propagées au niveau des secteurs laïques liés à l'Eglise et au niveau du peuple en général. Condamné dès sa naissance par la hiérarchie ecclésias-

2198
tique qui de façon presque unanime y a vu une déviation doctrinale, le mouvement subit aujourd'hui les rigueurs de la persécution et de la répression qui s'abat aussi sur d'autres secteurs de l'Eglise et que l'on peut résumer ainsi:

1°) Le 21 mars 1975 à Bahia Blanca (province de B.A.), la maison de la communauté salésienne de l'institution Jean XXIII est incendiée et son vice-recteur Carlos Dornak, assassiné.

2°) La même nuit, attentat contre l'oeuvre que Caritas Diocesana dirige à Villa Nocito; les gardiens sont frappés et la soeur qui dirige l'école est molestée par les agresseurs.

3°) Le 28 avril, la même agression se répète avec plus de violence.

4°) Deux jours après, la maison paroissiale de Notre-Dame du Carmel, à Villa Sanchez Elia, est incendiée.

5°) Au mois de mai, un commando qui s'est donné le nom de José Ignacio Rucci, appartenant aux "Trois A", profère des menaces de mort contre Elena Oshiro, directrice de la publication Familia Cristiana, ainsi que contre un secrétaire de rédaction.

6°) Le 17 novembre, le prêtre français Santiago Renevot est arrêté par le 29° Régiment d'Infanterie de Formosa dans l'église de Villafane, à 37 km de Colorado, dans la province de Corrientes. Il est incarcéré à la Prison Nationale, à l'unité n° 10 où il se trouve toujours sans qu'aucune charge ait été retenue contre lui. Il est gardé à la disposition du Pouvoir Exécutif National en vertu de l'Etat de Siège.

7°) Deux prêtres, Jorge Torres et Diego Orlandini, sont arrêtés le 2 décembre 1975 dans la province de Corrientes.

8°) Le 1^{er} décembre, le prêtre Antonio Mateo est détenu par les forces armées dans l'Internat Margarita del Pampa del Malleo (dans la région de Junin de los Andes, dans la province de Neuquen, ainsi que deux instituteurs, deux institutrices et un surveillant. Tous seront libérés après une longue polémique entre l'évêque Monseigneur Jaime F. de Nevares

et le Commandant de la VI^e Brigade d'Infanterie de Montagne, Juan A. Buasso, polémique au cours de laquelle l'évêque dénonça "l'arbitraire de toutes les opérations, l'arbitraire des détentions, les mauvais traitements infligés aux détenus et les basses sollicitations du personnel militaire au mess des officiers."

9°) José Palacios Munoz, assesseur laïque de la JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne) internationale et membre du Conseil du Mouvement Mondial des Travailleurs Chrétiens qui a son siège à Bruxelles, est séquestré.

10°) A la suite de menaces, trois prêtres doivent quitter la ville de Bahia Blanca; des religieuses de Villa Nocito et de l'Institut Notre-Dame des Apôtres doivent prendre le même chemin. En outre, de nombreux prêtres doivent entrer dans la clandestinité ou s'exiler.

Le gouvernement et les Forces Armées comptent pour poursuivre cette action répressive sur l'appui des secteurs les plus conservateurs de l'Eglise. Ils invoquent "la nécessité d'une nouvelle croisade militaire pour sauver le pays du marxisme" (septembre 1975) et affirment que "les églises elles-mêmes sont devenues des bouillons de culture de guérilleros". (Discours du Commandant Juan A. Buasso citant des déclarations de l'archevêque de Rosario, Guillermo Bolatti, faites le 7 octobre 1975).

Tous ces faits ne constituent pas seulement des attaques aux "garanties de sécurité et de liberté dans l'exercice de la religion"; ils montrent le degré de répression et l'acharnement du gouvernement argentin, des forces armées et des intérêts qu'ils représentent, impuissants à contenir la réaction et les luttes d'un peuple victime d'une terrible injustice sociale, de la détérioration économique, politique et sociale du pays, d'un peuple qui se bat pour édifier une société plus juste. Monseigneur Eduardo Piromio, évêque et représentant de l'Eglise argentine à Rome a dit: "L'unique solution pour l'Argentine, c'est de transformer les structures qui sont injustes".

BDIC

LA SITUATION ECONOMIQUE

COUP D'OEIL SUR LA SITUATION ECONOMIQUE ACTUELLE

La succession de 4 ministres de l'Economie au cours de 1975 a démontré l'incapacité de l'équipe gouvernante à apporter une réponse cohérente à la situation économique. Aucun de ces ministres successifs n'a pu mettre en oeuvre des politiques permettant de remédier à la "crise argentine". C'est que le panorama économique de notre pays a dépassé toutes les limites connues; l'économie argentine a en effet connu en 1975 une évolution dramatique.

La manifestation la plus évidente de cette crise a été, et est toujours, l'accélération du processus inflationniste. L'inflation a atteint le chiffre de 366% en un an, et continue d'augmenter. Comment expliquer ce typique cercle vicieux: hausse des prix - hausse des salaires - hausse des prix, sinon, en ce qui concerne les prix, par l'augmentation des tarifs des services publics, la hausse des coûts financiers, la hausse des prix des importations et bien sûr l'augmentation des salaires.

Jusqu'à maintenant, les différentes politiques gouvernementales ont tenté de décharger sur les classes populaires tout le poids de la crise. Menacés, les travailleurs n'ont pu réagir autrement qu'en luttant pour défendre leur niveau de vie. La puissante bureaucratie syndicale elle-même a dû reprendre à son compte cette demande sous peine de perdre le contrôle de ses affiliés. La multiplication des conflits syndicaux a été la caractéristique dominante des 12 derniers mois, et continue de l'être. La conséquence de cette spirale inflationniste a été comme toujours la chute du salaire réel, c'est-à-dire du pouvoir d'achat. Les classes populaires ont donc dû travailler un plus grand nombre d'heures pour acquérir le même produit.

Mais d'autres facteurs tout aussi importants ont également contribué à approfondir la crise actuelle, tels que l'augmentation des importations (ajoutée à la dévaluation du peso argentin et, par conséquent à l'augmentation de la valeur des devises), ainsi que la balance commerciale défavorable. Celle-ci atteint 500 millions de dollars de déficit en 1975, après avoir été excédentaire pendant 3 ans. La cause principale provient de la fermeture des exportations de viande (produit essentiel pour l'Argentine), en direction principalement du Marché Commun Européen, ainsi que la stagnation de la production céréalière par suite de la diminution des terres ensemencées, diminuant d'autant les possibilités d'exportation.

La dette extérieure n'échappa pas elle aussi à ce phénomène de "boule de neige", et atteint presque 10.000 millions de dollars; ce sont trois pays hautement industrialisés (U.S.A., Allemagne Fédérale et Grande-Bretagne) et deux organismes internationaux à leur solde (la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International) qui ont accaparé presque 70% des transactions financières.

Les investissements ont été presque nuls (ce qui est naturel dans un pays qui n'"assure" pas la rentabilité des entreprises monopolistiques) tandis que le déficit du budget national s'éleva à 138000 millions de pesos argentins. Cela bien entendu ne pouvait qu'empirer cette situation chaotique.

Tous ces faits mettent à nu la dépendance de notre pays vis-à-vis des centres de domination impérialiste. Les solutions que la camarilla actuellement au pouvoir tente d'appliquer ne font, en réalité, que le jeu de l'impérialisme. La formule n'est pas nouvelle, et les valets de l'impérialisme y recourent de façon permanente. La nouveauté dans ce cas a été et continue d'être la réponse massive et unanime des classes populaires.

INFORMATION DU TRIBUNAL RUSSELL

CONCLUSIONS SUR LA REPRESSION EN AMERIQUE LATINE

BD!

Le Tribunal Russell II s'est constitué en 1973 à la demande des victimes de la répression en Amérique Latine.

De novembre 1973 à janvier 1976, le Tribunal Russell II a tenu trois sessions. La première s'est tenue à Rome du 30 mars au 6 avril 1974, la seconde a eu lieu à Bruxelles du 11 au 18 janvier 75. La troisième s'est tenue à Rome à partir du 10 janvier 1976 et se termine aujourd'hui 17 janvier 1976.

Le Tribunal a examiné la situation des peuples de: Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Guatemala, Haïti, Nicaragua, Paraguay, Porto Rico, République Dominicaine, Uruguay. Les jurés du Tribunal ont entendu plus de deux cents rapporteurs et témoins et pris connaissance d'une considérable documentation écrite, photographique, cinématographique. Ces rapporteurs et ces témoins représentant des mouvements de libération, des organisations syndicales, professionnelles et rurales et du milieu universitaire, provenaient d'Amérique latine, d'Europe mais aussi des Etats-Unis d'Amérique. De nombreux citoyens de ce dernier pays ont tenu à apporter au Tribunal leur contribution à la description et à l'analyse de faits qu'ils dénoncent à l'intérieur même de leur pays.

L'ensemble de cette documentation qui comprend aussi des sources officielles des pays examinés et des U.S.A. est disponible aux archives du Tribunal, elle a été synthétisée dans le texte de la sentence et a fourni au Tribunal des données objectives sur:

- la répression;
- la lutte antisyndicale;
- les mécanismes économiques d'exploitation et de domination;
- les responsabilités des forces armées;
- la domination culturelle;
- l'attitude des Eglises;
- le rôle du droit.

En examinant cette documentation exhaustive, le Tribunal a obtenu la démonstration que, au-delà des conditions particulières propres à chacun des pays examinés, un système cohérent de domination et d'exploitation s'étend à l'ensemble de l'Amérique latine et que les entreprises multinationales et le gouvernement

des U.S.A. en sont les principaux responsables.

Le Tribunal pour tous ces motifs:

Condamne comme coupables de violations graves, systématiques et répétées des droits de l'homme et des droits des peuples, les gouvernements de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Guatemala, d'Haïti, du Nicaragua, du Paraguay, de la République dominicaine et de l'Uruguay;

Condamne comme coupables de crimes contre l'humanité, compte tenu de l'ampleur et de la constance de ces violations, les gouvernements de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, du Guatemala, d'Haïti, du Nicaragua, du Paraguay et de l'Uruguay;

Condamne le gouvernement de l'Argentine qui viole tous les principes du droit d'asile et coopère à la persécution sur son territoire des réfugiés latino-américains par les polices de leurs pays;

Condamne le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui, dans un esprit de violation systématique des droits de l'homme, organise la formation policière des armées et des forces répressives des pays sus-mentionnés;

Condamne le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui organise, favorise ou tolère l'approvisionnement en armes des gouvernements illégitimes et répressifs d'Amérique latine;

Condamne les fondations américaines et européennes, dans la mesure où leurs activités sont intégrées à l'entreprise de domination et d'exploitation menée par les sociétés multinationales;

Condamne le gouvernement des Etats-Unis pour les crimes économiques commis par ces entreprises dans les pays d'Amérique latine;

Condamne l'ensemble des personnes et autorités ci-dessus désignées, et en premier lieu, le gouvernement des Etats-Unis comme coupables, dans les pays cités d'Amérique latine, d'un système qui se traduit par la décomposition de l'ensemble des éléments de la société civile, par l'instauration d'"Etats Aliénés" instruments d'une nouvelle forme de domination coloniale.